

# RAPPORT ANNUEL

---

## 2020-2021

*Espoir, relève, diversité*



L'ASSOCIATION DU  
BARREAU CANADIEN  
Division du Québec

# **TABLES DES MATIERES**

## **RAPPORT ANNUEL 2020-2021**

**ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN, DIVISION DU QUEBEC**

<b>Mot du président.....</b>	<b>1</b>
<b>Mot de la directrice générale.....</b>	<b>3</b>
<b>L'ABC-Québec en bref.....</b>	<b>5</b>
<b>Conseil d'administration.....</b>	<b>8</b>
<b>Organigramme.....</b>	<b>10</b>
<b>Comités statutaires .....</b>	<b>11</b>
<b>Sections de droit .....</b>	<b>13</b>
<b>Annexe 1 - Activités de formation.....</b>	<b>i</b>
<b>Annexe 2 - Etats financiers vérifiés 2020-2021.....</b>	<b>xiv</b>





Chers.ères membres,

Mon mandat de Président de l'ABC-Québec s'est terminé le 30 juin dernier. Ce fut un grand privilège d'exercer cette fonction entouré d'une équipe remarquable, tant au niveau de la permanence que des membres du Conseil d'administration et des bénévoles de sections et de comités. Je vous en remercie sincèrement.

Pour mon mot de fin de mandat, j'estime opportun de revenir sur ce qu'est l'ABC-Québec. Ce qu'elle représente. Et souligner l'un des principaux défis auquel nous devons faire face.

Il y a presque un an, lorsque j'ai commencé mon mandat, je me suis fixé des objectifs quant aux tâches à accomplir. Des objectifs ancrés dans la mission de notre Association – mission qui peut se résumer ainsi :

- \* agir à titre de défenseur de la profession juridique
- \* préconiser des systèmes de droit équitables
- \* faciliter la réforme efficace du droit
- \* soutenir l'égalité de la profession juridique
- \* combattre la discrimination

Ces différentes facettes de notre mission se manifestent de manières diverses. Que ce soit par les nombreuses formations que nous organisons pour permettre aux avocat.e.s de grandir dans leur pratique, les positions que nous prenons publiquement sur des enjeux d'intérêt public, ou encore les initiatives que nous mettons en place pour soutenir nos membres et la société civile en général afin de démontrer la pertinence de la profession juridique et des valeurs qu'elle incarne – et qu'elle se doit d'incarner.

Cette tâche de marquer la pertinence de notre profession et de ce qu'elle représente dans notre système démocratique n'est pas banale. Les efforts répétés en ce sens peuvent parfois paraître imparfaits ou futiles, mais leur importance demeure. Ils contribuent à rappeler les fondements de notre profession, de son rôle dans notre communauté. C'est ce qui guide nos actions.

Nous avons la chance de vivre dans une société avec de profondes valeurs démocratiques, où la primauté du droit est reconnue et protégée. Cependant, un tel système demeure fragile, notamment parce qu'il repose en bonne partie sur la confiance dans nos institutions. Il nous faut donc maintenir cette confiance. Aux yeux de la population, les artisans de notre système de droit (législateurs, juges et avocat.e.s) sont parmi les premiers symboles de nos institutions démocratiques. Une perte de confiance à l'égard de ces représentant.e.s, érode la confiance dans ces institutions. La préservation de la crédibilité de celles-ci nécessite un travail quotidien de toutes les parties prenantes de la profession juridique. En première ligne, il y a les membres de la magistrature qui doivent rendre justice, dans des conditions parfois difficiles, auprès de justiciables qui ne peuvent pas maîtriser toutes les complexités et méandres juridiques. En cela, nous avons la chance d'avoir des juges d'une grande intégrité, dévoués à leur fonction. Nous retrouvons ensuite les avocat.e.s qui conseillent leurs clients, les représentent devant les tribunaux ou dans des négociations avec d'autres parties. C'est leur compétence et leur honnêteté qui encore là est source de confiance en eux. Ces deux groupes contribuent à maintenir la légitimité de nos institutions, par exemple, en exposant les injustices et en tentant de prévenir leur apparition. La Commission Charbonneau sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction en est une démonstration.



La lutte contre les iniquités n'est jamais terminée. Il va souvent s'agir de résoudre des lacunes dans le fonctionnement de notre système de justice – problèmes récurrents qui ne sont pas toujours simples à résoudre. Mais parfois nous faisons face à de profondes injustices, aux conséquences tragiques, qui doivent être combattues. Plusieurs solutions doivent généralement être mises en place - certaines peuvent avoir des effets immédiats et d'autres ne manifestent leur mérite que bien après avoir été implantées.

Les membres de la profession juridique ne sont pas les seuls à pouvoir apporter des solutions, mais ils agissent souvent comme agents de changement. D'où l'importance de connaître l'impact positif que nous pouvons avoir et à agir concrètement lorsque l'occasion se présente.

En cette époque turbulente, où les enjeux semblent de plus en plus complexes, les points de vue de plus en plus éclatés, un constat doit être fait : celui de la discrimination envers une partie importante de nos concitoyen.n.e.s en raison de leurs origines ethniques. Une discrimination parfois manifeste, la plupart du temps latente. Évidemment, d'autres formes de discriminations existent, mais en ce moment, maintenant, il me semble crucial de s'attaquer à cette forme de discrimination. De ne pas la diluer dans un ensemble d'injustices à combattre.



Cette discrimination contre des membres de différentes communautés ethniques prend plusieurs formes – qui peuvent varier d'un groupe à l'autre. Certains, comme les membres des communautés autochtones et des communautés noires, la vivent depuis des centaines d'années. Elle a pour effet de miner la confiance que les membres de ces communautés ont en eux-mêmes, mais aussi dans les institutions démocratiques. Comment peut-on prétendre être dans une société de droit si des citoyen.n.e.s sont traité.e.s de manière inéquitable en raison de leur appartenance ethnique. Que ce soit, par exemple, dans les soins de santé qu'ils reçoivent ou lorsqu'ils sont interceptés sur la route. Il ne s'agit pas ici de débattre s'il y a du racisme systémique ou non. Il s'agit simplement de constater la présence du racisme à l'égard de membres de notre grande communauté québécoise.

S'attaquer à la discrimination est un énorme chantier qui a commencé bien avant nous avec l'adoption de lois antidiscriminatoires. Nous constatons aujourd'hui que cela demeure insuffisant. Toutes les solutions n'ont pas été identifiées, mais certaines apparaissent évidentes. Parmi celles-ci, faire en sorte que les membres de ces communautés trop longtemps discriminés puissent se reconnaître dans le système de justice. Dans ces représentants. Que ce soit les avocat.e.s ou les juges. Encore là, comment atteindre ce résultat? Je crois qu'il faut encourager la nomination à la magistrature de candidat.e.s issu.e.s de communautés autochtones et noires, mais encore faut-il qu'un plus grand nombre de leurs membres s'intéressent à la profession juridique et y fassent carrière.

Il faut donc augmenter l'intérêt des jeunes de ces communautés dans le droit. Leur montrer sa pertinence. Leur donner confiance dans notre système de justice – un système imparfait, mais qui cherche constamment à s'améliorer. Les convaincre qu'ils peuvent eux-mêmes être des vecteurs de changement et que la profession juridique peut être une voie pour le faire.

Nous pouvons faire cela en identifiant des jeunes de ces communautés motivés à se réaliser. En reconnaissant leur mérite par l'octroi de bourses. En les mettant en contact avec des membres de leurs communautés qui exercent, ou ont exercé la profession d'avocat.e ou de juge. Et en leur faisant vivre des expériences positives pour leur donner confiance en eux-mêmes, mais aussi dans nos institutions.

Chacun de nous peut participer à un tel projet. Il s'agit d'un travail de longue haleine, mais dont les effets seront durables. J'en suis persuadé.

Me Tommy Tremblay

# MOT DE LA DIRECTRICE GENERALE

ME MANON DULUDE



Chers.ères membres,

L'année 2020-2021 a été une année remplie de défis, d'opportunités, de résilience, qui nous ont permis de nous renouveler afin de continuer de nous adapter à cette nouvelle réalité sous les thèmes espoir, relève, diversité.

Nous avons fait le pari de vous offrir un calendrier de formation virtuelle tout aussi attrayant et pertinent qu'en présentiel et je suis fière de vous dire que nous avons atteint et même dépassé nos objectifs, avec la tenue de 93 formations webinaires pour 4261 participants, soit 796 participants de plus que l'an dernier. Ces résultats exceptionnels représentent d'innombrables heures bénévoles de la part de nos présidents.es de sections et de comités et je leur transmets toute ma gratitude.

Au niveau des adhésions nous avons déployé toutes les actions nécessaires pour vous offrir les standards auxquels vous avez droit et je dois dire mission accomplie puisque nous avons terminé l'année avec 2206 membres, soit une augmentation de 12 membres sur l'année précédente, et ce, en dépit des enjeux actuels.

Nous avons lancé le *Projet Espoir* qui vise à favoriser la persévérance scolaire dès le secondaire auprès de jeunes étudiants.es provenant de communautés socialement et historiquement exclues de la profession. Le projet concerne trois (3) axes, à savoir; les communautés autochtones, les communautés noires et les communautés économiquement moins favorisées.

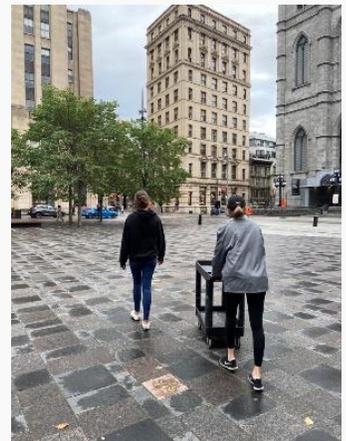
Nos étudiants.es et jeunes juristes ont été très actifs en créant notamment un programme de mentorat. En outre, la section étudiante a mis en place un concours de cas, offert des webinaires et des capsules vidéo qui visaient à aider les étudiants.es à se préparer aux études et aux examens de l'École du Barreau du Québec, lesquels ont connu un très grand succès.

Nous avons redoublé de créativité afin de vous offrir des activités de réseautage malgré les règles sanitaires en vigueur. Le 8 décembre 2020, nous avons tenu notre *Cocktail du temps des fêtes*, de façon virtuelle où nous avons eu la chance de recevoir la juge en chef du Québec, l'honorable Manon Savard, afin de discuter des enjeux du système de justice face à la pandémie.

Nous avons continué sur notre lancée en transformant notre événement phare, le Dîner présidentiel, en Cocktail virtuel qui s'est déroulé le 9 juin 2021 à l'Hôtel Le Germain au centre-ville de Montréal et retransmis en direct afin que vous puissiez vous joindre à nous. Parmi les moments forts de la soirée, nous avons eu le privilège de recevoir des femmes d'exception du milieu des affaires lors d'un panel sur la relance économique, soit Mes Janie C. Bélique, Monique F. Leroux, Kim Thomassin et Déborah Cherenfant à titre de modératrice



À travers tous ces superbes projets, un de taille nous attendait, soit le déménagement de notre siège social après 15 ans à la même adresse. Cet ajout à notre charge de travail déjà importante s'est avéré l'occasion de repenser notre modèle et d'entrer dans une ère plus adaptée à la nouvelle réalité. En effet, nous avons réduit de moitié notre superficie et c'est toute l'équipe qui a participé à ce projet afin que ce nouvel espace reflète l'état d'esprit dans lequel nous souhaitons retourner au travail. Un lieu lumineux et rassembleur situé juste de l'autre côté de la rue, sur Place d'armes. Nous avons mis en place une formule de travail hybride nous permettant de nous retrouver de façon sécuritaire, tout en priorisant le contact humain, indispensable à notre santé mentale et à la cohésion d'une équipe.



Je tiens à remercier le président, Me Tommy Tremblay, pour son dévouement et pour nous avoir invité à célébrer le début de son année au superbe Parc Maisonneuve. Je remercie également tous les membres de notre Conseil d'administration pour leur indéfectible confiance et leur support, sans oublier le travail exceptionnel accompli par les présidents.es de sections et des comités statutaires. Et vous, nos chers.ères membres, vous qui êtes le cœur de la Division, soyez assurés de notre entière loyauté et notre plus grand respect, notre travail n'a de sens que par votre fidélité et je vous remercie sincèrement pour votre appui.

# MOT DE LA DIRECTRICE GENERALE

ME MANON DULUDE

Enfin, à mon équipe de rêve, les mots me manquent pour exprimer à quel point je leur suis reconnaissante. C'est même avec émotion que j'écris ces lignes. Ils m'ont épaulé sans aucune réserve, ils ont fait preuve d'audace et de folies, ils ont initié des actions et ont offert un nombre incalculable d'heures, sans compter la complicité et les fous rires.

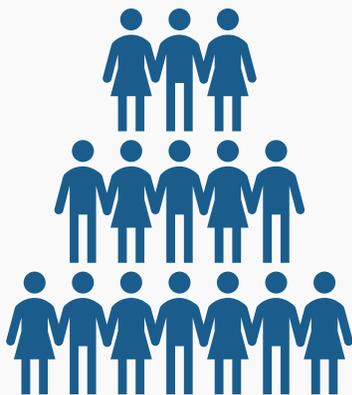
Merci à Me Martin Thibault, directeur du développement des affaires et du service aux membres; mon fidèle collaborateur d'une efficacité redoutable et notre organisateur en chef du déménagement; mesdames Catherine-Iman Taleb, responsables du développement professionnel et des projets spéciaux; grande stratège de la formation en plus d'être responsable de nos magnifiques événements et bras droit indispensable du déménagement ; Jessie Giroux, agente au service aux membres, la grande accompagnatrice de nos membres, ma complice depuis de nombreuses années et la générosité incarnée, Amélie Lacroix, coordonnatrice aux communications qui est l'âme de tous nos superbes visuels et promotions, qui a l'art de transmettre en mots et en images nos événements, et enfin Florence Chouinard, qui a tenu la barre des visioconférences et assuré un service hors pair aux participants.es et conférenciers.ère.



Soyez assurés.es que nous sommes et resterons engagés à représenter vos intérêts et à continuer de défendre notre mission et nos valeurs en votre nom.

Merci pour cette magnifique année!

*Manon Dulude*



2206 membres, dont ...



1848 membres réguliers (avocats, juges, professeurs et notaires)



211 étudiants, universitaires et stagiaires



147 autres types de membres (honoraires, retraités, etc ...)

## Événements



Le **Cocktail du Temps des fêtes**, qui a pour objectif de souligner le travail des bénévoles de la Division. C'est aussi à cette occasion que la Médaille Paul-André-Crépeau est remise.

Cette année, dans un format complètement virtuel, Me Tommy Tremblay a animé la soirée en interviewant l'honorable Manon Savard, nouvelle juge en chef du Québec. Ce fut aussi l'occasion de remercier Me Pascale Pageau, Ad.E., présidente sortante de la Division pour son apport à la Division.



Le **Dîner Présidentiel**, devenu le **Cocktail présidentiel** cette année en raison de la pandémie, est l'évènement de fin d'année de la Division, qui permet aux membres et non-membres de l'ABC-Québec de célébrer les récipiendaires des prix de la Division. Tenu dans une toute nouvelle formule hybride, alliant le virtuel et le présentiel, et animé par Me Tommy Tremblay et Me Pascale Pageau, Ad.E., cette édition a réuni plus de 200 participants; la soirée s'est terminée avec un panel de discussion sur la relance économique du Québec suite à la pandémie, réunissant quatre femmes du milieu des affaires.

## Formations de la permanence

Face à la **pandémie**, la Division a saisi la balle au bond afin de poursuivre la transformation de son offre de services. En plus des activités des sections de droit, la Division a ainsi offert à ses membres **10 webinaires**, allant du bien-être en pandémie à l'optimisation de la série Office.



3 formations sur la suite Office



4 activités « Mémoires de Maître »



Un débat entre les candidats au Bâtonnat



1 session sur la conciliation du droit et du mieux-être



1 formation sur le programme OnRègle avec l'ABC-Québec

## Prix de la Division

### PRIX JULES-DESCHENES



**Me Michèle Moreau**

Ce prix récompense le dévouement exceptionnel d'un bénévole au sein de l'ABC-Québec.

### PRIX ETUDIANT - ENGAGEMENT SOCIAL



**Mme Natasha Petrof**

Le Prix étudiant - Engagement social vise à reconnaître la contribution exceptionnelle d'un étudiant membre de l'ABC-Québec au bien-être de la communauté.

### MEDAILLE PAUL-ANDRE-CREPEAU



**Professeure Sylvette Guillemard**

La Médaille Paul-André-Crépeau est remise à un juriste qui a également contribué tant à l'avancement des aspects internationaux du droit privé qu'à ceux du droit commercial, au Québec et au Canada.

### CONCOURS DE PLAIDOIRIE PIERRE-BASILE-MIGNAULT



**Marie-Geneviève Bélanger, de l'Université de Montréal**  
**Myriam Kouaouci, de l'Université du Québec à Montréal**

L'ABC-Québec remet au 2<sup>e</sup> meilleur plaideur ou meilleure plaideuse, selon les points obtenus lors de la joute préliminaire, la Coupe du Barreau canadien, Division du Québec, ainsi qu'une bourse de 300 \$.

### PRIX PRO BONO – RAJPATTIE-PERSAUD



**Me Mélanie Jacques**

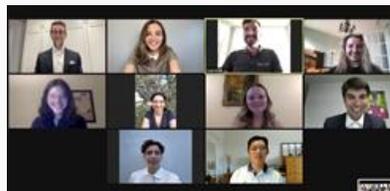
Ce prix reconnaît la contribution d'un membre de l'ABC-Québec au bien-être de sa communauté.

### CONCOURS DE CAS DE LA SECTION ETUDIANTE

**Adel Chakim Remila, Yixin Cao, Mickeal Rolland-Déry et Catherine Gascon-David**

Réservé aux étudiants.es de première année au baccalauréat en droit, ce concours demande à des équipes composées de quatre étudiants.es. de trouver et présenter une solution, en 72 heures, à un enjeu vécu par la communauté juridique.

### PRIX CLAUDE-BEAUDOIN – EXCELLENCE – SECTIONS DE DROIT



**Section étudiante de l'ABC-Québec**

Le Prix Claude-Beaudoin – Excellence – Sections de droit a pour but de souligner l'excellence du programme de formation continue ainsi que les autres réalisations d'une section.

### BOURSES AUX ETUDIANTS.ES DE L'UQAM

**M. Daniel Santos Vieira et Mme Sabrina Sadani**

L'ABC-Québec remet annuellement des bourses aux deux étudiants.es de l'UQAM ayant le mieux réussi le cours de Droit constitutionnel (JUR2515). Chacun de ces étudiants.es se mérite une bourse de 200 \$.

## Partenariats

La permanence de la Division a également mis en place plusieurs partenariats avec différents organismes et associations afin de faire la promotion des services de l'ABC-Québec. Ainsi, des ententes ont été conclues auprès de divers intervenants permettant une large diffusion des activités de formation, tant en salle qu'en ligne. Par ailleurs, les ententes avec le Groupe Montpetit, Mercedes-Benz et la Financière des avocates et des avocats se sont poursuivies en 2020-2021.

MERCI POUR VOTRE SUPPORT !

**FINANCIÈRE**  
DES AVOCATES ET AVOCATS

Assurances et investissements pour juristes

**MONTPETIT**

RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ | RESSOURCES HUMAINES  
SPECIALIZED RECRUITMENT | HUMAN RESOURCES



Mercedes-Benz

## Mandat

Le Conseil d'administration représente la Division. Il possède tous les pouvoirs, sauf celui d'adopter des règlements, et fait rapport à chaque assemblée générale des membres.

## Réunions

Le Conseil d'administration s'est réuni le 22 juillet 2020, le 12 août 2020, le 21 septembre 2020, le 30 septembre 2020, le 14 octobre 2020, le 18 novembre 2020, le 14 décembre 2020, le 29 janvier 2021, le 17 mars 2021, le 26 avril 2021, et le 12 mai 2021.

Le Comité des dirigeants, formé du président, du vice-président, de la présidente sortante, du secrétaire et de la trésorière, s'est également impliqué pendant l'année entre les réunions.

## Réalisations

### Représentation au nom de la profession

La Division est intervenue dans les dossiers suivants :

- \* Le 14 octobre 2020, la Division, par le biais de son Comité égalité et du Forum des femmes juristes, appuyait l'envoi d'une lettre signée par plusieurs représentants d'associations concernant une problématique rencontrée par les membres du Barreau du Québec en lien avec les congés parentaux ainsi que tout congé forcé ou nécessaire en raison d'une situation personnelle importante.
- \* Le 16 novembre 2020, la Division transmettait un communiqué de presse afin de protéger et souligner l'impartialité de la magistrature et l'importance de ne pas porter atteinte à la réputation des candidats et candidates à la fonction de juge.
- \* Le 14 décembre 2020, la section de droit de l'Immigration et citoyenneté transmettait, au nom de la Division, une lettre à la ministre de l'Immigration de la Francisation et de l'Intégration afin de présenter une demande d'intervention pour régler le retard dans l'accueil des demandes de résidence permanente présentées par les détenteurs de Certificats de sélection du Québec.
- \* Le 18 février 2021, la Division a présenté ses commentaires concernant le *Projet de loi 78 sur la transparence corporative* devant la Commission de l'économie et du travail de l'Assemblée nationale du Québec. Le 12 mai 2021, le responsable de la législation de la section de droit des affaires de la Division réitérait les commentaires et propositions de la Division auprès du président de la commission sur l'administration publique concernant le mémoire présenté au ministre du Travail dans le cadre des consultations particulières et des audiences publiques sur le projet de loi 78.
- \* Le 11 juin 2021, la section de droit de l'immigration et citoyenneté transmettait une lettre au ministre de l'Immigration concernant ses préoccupations face à la décision de mettre fin au protocole d'entente concernant les normes de traitement applicables aux demandes de certificat de sélection du Québec traitées par les services d'immigration du Québec à l'étranger.
- \* Le 6 juillet dernier, la Division a présenté le mémoire sur la rémunération des juges pour la période 2019-2023, lors des audiences publiques du Comité de la rémunération des juges.

Par ailleurs, le 22 février 2021, la Division a transmis sa position à l'ABC dans le cadre de l'Affaire *R. c. Sharma*, concernant la constitutionnalité des alinéas 742.1(c) et (e)(ii) du Code criminel, qui limite la disponibilité d'une ordonnance de condamnation avec sursis; l'ABC-Québec a appuyé la position nationale en soulignant que le pouvoir discrétionnaire des juges en matière de détermination de la peine était une valeur fondamentale de la société canadienne. De plus, le 3 juin 2021, la Division a appuyé le bureau national dans l'affaire *R. v. Hilbach et Zwodesky and Hills v. R* concernant la constitutionnalité des peines minimales obligatoires en vertu de l'article 12 de la Charte, en soulignant l'importance de l'accès à la justice et du pouvoir discrétionnaire de la magistrature.

### Cultiver une communauté professionnelle inclusive et engagée

L'ABC-Québec a continué, à travers ses différentes sections de droit, à promouvoir une communauté professionnelle inclusive et engagée par le biais de son forum des femmes juristes, comité égalité et le comité d'orientation sur l'identité sexuelle. De plus, durant l'année, deux membres de la Division, Mes Steeves Bujold et Marie Laure Leclercq Ad.E. , ont offert des séances de formation aux juges de la Cour du Québec et des Cours municipales, du Tribunal administratif du Québec et de la Cour d'appel du Québec portant le titre : *La communauté LGBTQ2S+, Quelque part au-delà de l'arc-en-ciel*, une formation sur mesure pour les décideurs sur l'histoire sociale et juridique de la communauté LGBTQ2S+ au Québec.

\* : Me André Albert Morin a été remplacé à titre de vice-président par Me Horia Bundaru le 14 octobre 2020.

\*\* : Le poste d'administrateur de Me Bundaru a été occupé par Me Morin à partir du 14 octobre 2020.

## Membres du Conseil d'administration

Tommy Tremblay, Président

André Albert Morin, Vice-président \*

Pascale Pageau, Présidente sortante

Audrey Létourneau, Trésorière

Louis Séveno, Secrétaire

Horia Bundaru \*\*

Martine Burelle

Hugo Cyr

William Dion-Bernard

Jonathan Pierre-Étienne

Benjamin Rivard

Amélie Samson

Matthew S. Shadley

Martine Vanasse

Yanick Vlasak

En outre, la Division a publié le 3 février 2021 un article portant sur Me Audrey Boctor, présidente du comité égalité et ancienne présidente de la Division, concernant la décision *Centre for Gender Advocacy et Al.c. Procureur général du Québec*, où elle expliquait que cette décision historique, qu'elle a plaidée, a invalidé de nombreuses dispositions du Code civil du Québec qui portent atteinte au droit à l'égalité et à la dignité des personnes trans et non binaires.

### **Préparer la profession pour l'avenir**

Cette année, un tout nouveau programme de mentorat a été mis en place par la section étudiante, en collaboration avec la section des jeunes juristes. En outre, la section étudiante a offert des webinaires et des capsules vidéo qui visent à aider les étudiants à se préparer aux études et aux examens de l'École du Barreau du Québec, lesquels ont connu un grand succès. De plus, afin briser l'isolement de la session virtuel et de faire connaître l'ABC-Québec dès le début du parcours universitaire. La section étudiante a organisé un concours de cas amenant les étudiants à réfléchir sur les solutions potentielles d'une problématique du milieu juridique; cette activité a connu un grand succès. Finalement, le 22 mars 2021 la section étudiante a offert un webinaire avec, comme invité, le Président de l'ABC, Me Brad Regehr, sur la pratique en droit autochtone.

Dans le cadre du projet Espoir, la Division a lancé un vaste projet visant à mettre en place un système de bourse afin de favoriser la persévérance scolaire des jeunes dès le secondaire provenant de communautés socialement et historiquement exclues de la profession selon trois axes à savoir; les communautés autochtones, les communautés noires et les communautés économiquement moins favorisées.

### **Offrir du perfectionnement professionnel unique et adapté aux besoins des membres**

Évidemment, dû à la pandémie, la Division a dû réorienter son offre de formation en salle vers une solution complètement virtuelle. Ainsi, l'année de formation s'est terminée avec la tenue de 93 formations webinaires réunissant 4261 participants, soit 796 participants de plus que l'an dernier.



## Sections de droit



## MEMBRES DE L'ABC-QUÉBEC

### Bureau de la permanence



## ADMINISTRATION ET FINANCES

### Mandat

Le Comité administration et finances a comme mandat la supervision et le contrôle de la gestion financière, la révision des budgets ainsi que l'étude des demandes budgétaires en provenance de divers intervenants.

### Réunion

Le Comité s'est réuni le 11 septembre 2020.

### Réalisation

Révision des prévisions budgétaires afin de présenter des recommandations au Conseil d'administration pour adoption finale.

### Membres du comité

Tommy Tremblay, Président  
André Albert Morin, Vice-président  
Audrey Létourneau, Trésorière  
Manon Dulude, Directrice générale

## CITOYENNETE ET CHARTES

### Membres du comité

Alexandre Fallon, Coprésident  
Myriam Brixi, Coprésidente  
Tommy Tremblay  
Karen Kear-Jodoin  
Pierre C. Gagnon  
Alexandre-Philippe Avard  
Harry Dikranian  
Catherine Biron

### Mandat

Le mandat du Comité vise la mise sur pied et la diffusion d'un programme d'enseignement des droits de la personne auprès des élèves de quatrième et cinquième secondaire.

### Réalisations

Cette année, malgré la pandémie, 4 écoles ont participé au programme, pour un total de 17 classes. Une dizaine d'avocats ont participé ainsi que 7 juges. Il s'agissait d'une formule hybride avec certaines formations et simulations en présentiel tandis que d'autres ont eu lieu en ligne. Le Programme vise à initier les étudiants aux Chartes, aux principes fondamentaux de notre système judiciaire et à l'art de la plaidoirie, grâce à la participation d'avocats.es et de membres de la magistrature, qui ont généreusement donné de leur temps pour aller à la rencontre des jeunes à l'échelle du Québec.

**Coordonnatrice : Madame Isabelle Bertrand**

## EGALITE

### Mandat

Le Comité égalité a pour mission de sensibiliser la profession juridique aux questions d'égalité et de suggérer des moyens pour éliminer la discrimination. Il propose et supervise la mise en œuvre de toutes les résolutions relatives à l'égalité adoptées par le Conseil d'administration de la Division et le Conseil d'administration national. Il fait valoir les avantages de la diversité et participe à la mise en œuvre des recommandations pour sa reconnaissance.

### Réunions

Le Comité s'est réuni plusieurs fois de manière virtuelle.

### Réalisations

En plus de superviser les efforts de la Division sur la lutte à la discrimination, le Comité a organisé, en collaboration avec des sections de droit, deux activités portant respectivement sur les enjeux juridiques du phénomène #MeToo et sur la carrière de l'honorable Ruth Bader Ginsburg. Par ailleurs, le Comité a appuyé une démarche visant à faire connaître la problématique rencontrée par les membres du Barreau du Québec en lien avec les congés parentaux ainsi que tout congé forcé ou nécessaire en raison d'une situation personnelle importante.

### Membres du comité

Audrey Boctor, Présidente	Frederick J. Doucet
Tommy Tremblay	Annie Émond
Jonathan Pierre-Étienne	Nina Fernandez
Catherine Biron	Karine Joizil
Laurence Camille	Marie Laure Leclercq
Laetitia Caporicicci	Trang-Dai Nguyen
Louis Charron	Claude Pellerin
Sheel Chaudhuri	Patricia Timmons

## COMMUNICATIONS

### Mandat

Le rôle du Comité des communications consiste à participer à la production et à la diffusion de l'information au soutien des différentes activités de l'ABC-Québec. Ce comité voit à l'élaboration de stratégies de communication et à la bonification des outils de communication de l'ABC-Québec. Il est responsable des publications sur les différents outils de la Division. Le Comité agit également à titre consultatif en effectuant des recommandations au Conseil d'administration de l'ABC-Québec.

### Réunion

Le Comité s'est réuni le 7 mai 2021

### Réalisations

Lors de la réunion, les membres du comité ont échangé sur les principaux outils de communication de l'ABC-Québec et un rapport sur l'utilisation des médias sociaux de la Division a été présenté. La réunion a permis au Comité de prendre des décisions éclairées sur les stratégies à adopter et de proposer de nouvelles avenues à explorer, entre autres, quant à la continuité de projet de Baladodiffusion lancé en 2019 et à la mise à jour de la politique des communications de la Division.

### Membres du comité

Dario Hajjar, Président

Tommy Tremblay

Marie Cossette

Marie Laure Leclercq

## LEGISLATION ET REFORME DU DROIT

### Membres du comité

Lucie Joncas, Présidente

Tommy Tremblay

Mandy Alessandrini

Julie Baril

Maya Cachecho

Alexandre Forest

Michèle Gamache

Marie Laure Leclercq

Jean-François Lépine

Marc Lemaire

Vincent Morier

Stéphane Rousseau

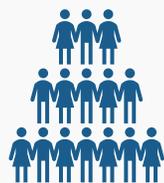
### Mandat

Le mandat du Comité se veut le prolongement de celui qui existe au niveau national. Toutefois, ce comité a pour mission de refléter, dans ses avis et dans ses prises de position, la spécificité de la culture juridique québécoise : sa tradition civiliste, sa mixité juridique et sa culture francophone. Ce comité voit donc à la révision des positions officielles de l'ABC-Québec sur la législation et la réforme du droit en tenant compte de ces paramètres.

### Réunion

Le Comité s'est réuni plusieurs fois de manière virtuelle afin de discuter, notamment, du *Projet de loi 75, soit le projet de loi visant à améliorer l'accessibilité et l'efficacité de la justice, notamment pour répondre à des conséquences de la pandémie de la COVID-19*, ainsi que sur les modifications réglementaires annoncées au Programme de l'Expérience québécoise, en plus de faire une veille législative. Le Comité a également été sollicité à plusieurs reprises afin de donner leurs avis sur les positions de la Division.

## ACTIONS COLLECTIVES



167 membres



5 webinaires

### Membres du comité exécutif

Emmanuelle Rolland, Présidente  
Myriam Brixî, Vice-présidente  
Sébastien Caron, Président sortant  
Pierre Boivin  
Kristian Brabander  
Gabrielle Gagné  
Marianne Ignacz  
Anne Merminod  
Eric McDevitt David  
Laurent Nahmiash  
Catherine Piché

## ADMINISTRATIF & CONSTITUTIONNEL ET DROITS DE LA PERSONNE



235 membres



6 webinaires

### Membres du comité exécutif

Etienne Gabrysz-Forget,  
Président de la section Constitutionnel et droits de la personne  
Guillaume Charlebois,  
Président de la section de droit Administratif  
Raphaëlle Alimi-Lacroix  
Olga Redko  
Nicolas Hébert-Gauthier  
Michelle Kellam  
Guillaume Laberge  
Alexandrine Lahaie  
Faiz Lalani  
Catherine Mathieu

## AFFAIRES



408 membres



2 webinaires

### Membres du comité exécutif

Fadi Amine, Président  
Sébastien Richemont, Président sortant  
Félix Bernard  
Aude Florin  
Kiriakoula Hatzikiriakos  
Julien Hynes-Gagné  
Céline Legendre  
Nicolas Morin  
Mary Jeanne Phelan

## ACCJE – SECTION QUEBEC



163 membres



2 webinaires

### Membres du comité exécutif

Pascale Pageau, Présidente	Sophie Lussier
Denis Lavoie, Président sortant	Elizabeth Roy
Sabine Altier	Jean-Olivier Tremblay
Lyla Bradley	Simon Tremblay
Caroline Dupras	Martine Vanasse

## AINES



39 membres

### Membres du comité exécutif

Véronique Morin, Présidente  
Francine Martel, Vice-présidente  
Marcella De Piano  
Vanessa Gregorio  
Christine Morin  
Isabelle Nantais  
Frédéric Pérodeau  
Ann Margaret Soden

## ASSURANCES ET LITIGES CIVILS



314 membres



5 webinaires

### Membres du comité exécutif

Nathalie Durocher, Présidente	Julia De Rose
Marie-Hélène Bétournay	Sara Gloutnay
Jacqueline Bissonnette	David E. Roberge
Dominic Boisvert	Frédéric Savard-Scott
Louis-Philippe Cartier	Patricia Timmons
Geneviève Chabot	

## CONFERENCE SUR L'ORIENTATION ET L'IDENTITE SEXUELLES (CORIS)



23 membres



2 webinaires

### Membres du comité exécutif

Frédéric J. Doucet, Coprésident	John J. Lennard
Terry Kyle Lapierre, Coprésident	Michel Morin
Elisabeth Brousseau, Coprésidente sortante	Stéphan Nadeau
Louis Charette, Coprésident sortant	Xavier Plamondon
Bernard Amyot	Benjamin Poirier
Catherine Bélanger-Pâquet	Jonathan Poulin
Steeves Bujold	Nadir Pracha
Louis R. Charron	David-Emmanuel Roberge
Mathieu Deschamps	Anthony Sylvain
Frédérique Drainville	Nicholas Trottier
Jesse J.D. Hartery	Alex Vandal-Milette
Nicolas Hébert-Gauthier	Louis Charette
Marie Laure Leclercq	

## CONSTRUCTION



180 membres



5 webinaires

### Membres du comité exécutif

Horia Bundaru, Président	Yannick Hurtubise-Forget
Gabriel Lefebvre, Président sortant	Jasmin Lefebvre
Antoine Bigenwald	Sophie Perron
Maxime Cantin	Benoît Roussy
Étienne Chauvin	Guy Sarault
Pascale Dionne-Bourassa	Louis Michel Tremblay
Nicolas Gagnon	Mario Welsh
Yvan Houle	

## DROIT CRIMINEL



51 membres



4 webinaires

### Membres du comité exécutif

Trang Dai Nguyen, Présidente  
Matthew Shadley, Vice-président  
Nadine Touma, Présidente sortante  
Nicole Duval-Hesler, Conseillère  
Annie Émond  
Denis Gallant  
Daniel Grodinsky  
Leon H. Moubayed  
Maxime Hebrard  
André A. Morin  
Lida Sara Nouraie  
Isabelle Schurman

## ENFANT ET DE LA JEUNESSE



13 membres

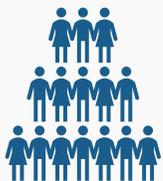


3 webinaires

### Membres du comité exécutif

Caroline Harnois, Co-présidente  
Claudia Andréa Molina, Co-présidente  
Diane Brais  
Angela Di Virgilio

## ENVIRONNEMENT, ENERGIE ET RESSOURCES NATURELLES



135 membres



3 webinaires

### Membres du comité exécutif

Anne-Catherine Boucher, Présidente  
Roger Bill, Vice-président  
Mariko Maya Khan, Présidente sortante  
Émilie Bundock  
Chloé D'Astous

## SECTION ETUDIANTE



167 membres



5 webinaires



1 concours de cas



16 capsules vidéo

### Membres du comité exécutif

Charlotte Rémillard, Présidente  
Gabriel Melançon, Vice-président  
Gabriel Alves  
Gabriel Boivin  
Alice Cosescu  
Adrienne Desmarais-Fyfe  
Jovik Fleury  
Laury Geoffroy  
Guillaume B. Laplante  
Meryeme Manar  
Andrea Sim  
Juliette-Maria Simard Émond  
Jeremy Wiener

## FAMILLE



49 membres



3 webinaires

### Membres du comité exécutif

Marie Christine Kirouack, Présidente  
Stéphane Pouliot, Président sortant  
Angela Di Virgilo  
Elizabeth Green

## FISCAL



109 membres



3 webinaires

### Membres du comité exécutif

John Leopardi, Président  
McShane Jones, Vice-Président  
Claude E. Jodoin, Président sortant  
Joakim Albert  
Dominic Belley  
Pierre-Louis Le Saunier  
Christian Meighen  
Sébastien Rheault

## FAILLITE ET INSOLVABILITE



168 membres



3 webinaires

### Membres du comité exécutif

Luc Morin, Président  
Isabelle Desharnais, Vice-présidente  
Joseph Reynaud, Président sortant  
Ilia Kravtsov  
Mathieu Lévesque  
Jocelyn Perreault  
Gary Rivard  
Christian Roy  
Roger Simard  
Claire Zikovsky

## FORUM DES FEMMES JURISTES



158 membres



2 webinaires



1 prise de position

### Membres du comité exécutif

Patricia Gamliel, Présidente  
 Suzie Lanthier, Vice-présidente  
 Joanie Lapalme, Présidente sortante  
 Lilia Benaïssa  
 Caroline Briand  
 Danielle Ferron  
 Awatif Lakhdar

## GOUVERNANCE, CONFORMITE REGLEMENTAIRE ET ETHIQUE



100 membres



1 webinar

### Membres du comité exécutif

Soulef Hadjoudj, Présidente	Julie Rochette
Pierre Gignac, Président sortant	Stéphane Rousseau
Lyne Burelle	Alan Sarhan
Julie Noël de Tilly	

## IMMOBILIER



179 membres



5 webinaires

### Membres du comité exécutif

Valérie Mac-Seing, Présidente	Daniel J. Martin
Anthony Arquin, Vice-président	Francine Pager
Nathalie Bédard	Denis Paquin
Steve Collins	Sebastien Savage
Louis-Martin Dubé	Chantal Sylvestre
Nathalie Duceppe	Marie-Andrée Thibault

## IMMIGRATION ET CITOYENNETE



141 membres



4 webinaires



2 prises de position

### Membres du comité exécutif

Christine Beltempo, Présidente	Audrey Anne Chouinard	Hanan Mukbel
Isabelle Owston, Vice-présidente	Mathieu Di Lullo	Angela Potvin
Lisa Middlemiss, Présidente sortante	Geneviève Hénault	Marc-André Séguin
Clara Berké	Julio Mena	Nicolas Simard Lafontaine
Herbert Brownstein	Claudia Andrea Molina	Walter Chi-yan Tom

## INFORMATION, TELECOMMUNICATIONS ET PROPRIETE INTELLECTUELLE



151 membres



6 webinaires

### Membres du comité exécutif

Caroline Jonnaert, Présidente  
Justin Freedin, Vice-président  
Alexandre Ajami  
Vincent Bergeron  
Lonnie Brodtkin-Schneider  
Stéphanie Girard  
Chloé Latulippe  
Patrick Laverty-Lavoie  
Marie Laure Leclercq  
Gabriel Melançon

## INTERNATIONAL



161 membres

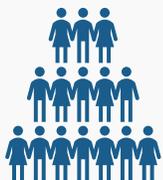


6 webinaires

### Membres du comité exécutif

Antoine Motulsky Falardeau, Président  
Patrick Ferland, Président sortant  
Laurence Bich-Carrière  
Bernard Colas  
Guillaume Laganière  
Alain Prujiner  
Christopher Richter

## JEUNES JURISTES



201 membres



3 webinaires

### Membres du comité exécutif

Arad Mojtahedi, Président  
Caroline-Ariane Bernier, Vice-présidente  
Valérie Masse, Vice-présidente communication  
Jordan Altman  
Frédérique Lavoie  
Laurence Lavoie  
Sofia Lopez Bancalari  
Natasha Petrof  
Lauren Shadley  
Matthew Shadley

## MUNICIPAL



89 membres

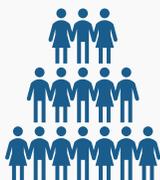


7 webinaires

### Membres du comité exécutif

Martine Burelle, Présidente  
Vanessa Hergett, Vice-présidente  
Louis Béland  
Daniel Bouchard  
Simon Frenette  
Adina-Christina Georgescu  
Claude Jean  
Jean-Daniel Lamy  
Cassandra Louis  
Agnes Pignoly  
Nathan Williams

## PREVENTION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS



122 membres



4 webinaires

### Membres du comité exécutif

Stefan Chripounoff, Président  
Pascale Dionne-Bourassa, Vice-présidente  
Steve McInnes, Président sortant  
Olivier Després  
Dimitri Maniatis  
Marie-Claude Martel  
John-Nicolas Morello  
Serge Pisapia  
Sophie Truesdell-Ménard

## RECHERCHE ET GESTION DU SAVOIR



49 membres

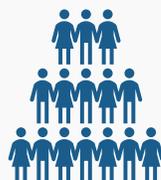


1 webinaire

### Membres du comité exécutif

Anne-Marie Santorineos, Présidente	Emmanuelle Demers
Laurence Bich-Carrière, Présidente sortante	David B. Éthier
Vikki Andrighetti	Catherine A. Jenner
Martin Boodman	Catherine Martel

## SANTE



78 membres

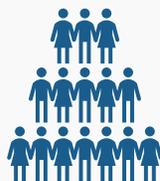


1 webinaire

### Membres du comité exécutif

Marie-Ève Bélanger, Présidente	Mélanie Champagne
Bénédict Nicole, Vice-présidente	Catherine Laprade
Mylène Beaupré, Présidente sortante	Karine Thériault

## TESTAMENT, SUCCESSIONS ET FIDUCIES



107 membres



5 webinaires

### Membres du comité exécutif

Mark A. Potechin, Président	Elisabeth Evans-Olders
Sevgi Kelci, 1 <sup>ère</sup> Vice-présidente	Antonio Iacovelli
Marie Pier Thivierge, 2 <sup>e</sup> Vice-présidente	Chantale Moreau
Janet Michelin, Présidente sortante	Vincent Morier
Julie Bourgeois	Francine Pager
Marcella De Piano	Sabrina Silvano
William Dion-Bernard	

## TRAVAIL ET DE L'EMPLOI



167 membres



2 webinaires

### Membres du comité exécutif

Sophie Cloutier, Présidente

Maude Grenier, Vice-présidente

Justine B. Laurier, Présidente sortante

Danilo Di Vincenzo

Marc Beaudry

Isabelle Boivin

Denis Boucher

Johanne Cavé

Christopher Deehy

Catherine Gemme

Louise-Hélène Guimond

Dominique Launay

Marc Mancini

Catherine Massé-Lacoste

Denis Provençal

Gilles Trudeau

Sections de droit	Date	Titre	Conférenciers	Nombre de participants
Jeunes Juristes	27 août 2020	Carrières alternatives : les avocats du Québec à l'étranger	Me Nicholas Choinière, Me Amélie Cournoyer, Me Mason Gordon, Me Jean-Philippe Herbert, Me Ashley Kandestin, Me Victoire Umuhire	17
ABC-Québec	17 septembre 2020	Concilier droit et mieux-être, c'est possible !	L'honorable Clément Gascon, Woods Professeure Nathalie Cadieux, École de gestion de l'Université de Sherbrooke Me Sabine Neuman Mme Manon Boisvert Modératrice: Me Sophie Lussier, Caisse de dépôt et placement du Québec	28
Immigration et citoyenneté	17 septembre 2020	Session avancée : Postes Frontaliers du Québec, ce qu'il faut savoir en cette période de pandémie	Kristine Fortin - Gouvernement du Canada Mylène Goulet - Gouvernement du Canada Me Geneviève Hénauld -, Gomberg Dalfen S.E.N.C. Rémi Mallette - Gouvernement du Canada Chantal Roy - Gouvernement du Canada	96
ABC-Québec	22 septembre 2020	Mémoires de MAÎTRES	Me Christine A. Carron , Ad. E.	15
Testaments, successions et fiducies	23 septembre 2020	Le testament artistique ou de l'art de protéger les œuvres et les droits d'auteur après le décès	Me Sophie Préfontaine	23
International et Actions collectives	24 septembre 2020	Reconnaissance et litispendance au Québec des recours collectifs nationaux : métisser les deux solitudes?	Me Bogdan-Alexandru Dobrota, associé chez Woods Me Guillaume Laganière, professeur au Département des sciences juridiques, Faculté de sciences politiques et de droit, UQAM Modérateur : Me Christopher Richter, associé chez Société d'avocats Torgys	19
Prévention et règlement des différends	28 septembre 2020	« Les PRDs à votre secours »	Me Stefan Chripounoff, Langlois avocats, S.E.N.C.R.L. Me Marie-Claude Martel, Arnault Thibault Cléroux Me Sophie Truesdell-Ménard	15
Environnement, énergie et ressources naturelles	29 septembre 2020	Développements récents en matière de terrains contaminés	M. Bruno Welfringer, Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. et Me Paul Granda, Sheahan s.e.n.c.r.l.	25
Criminel	30 septembre 2020	Let's talk!: An open and frank dialogue on Systemic Racism and Discrimination in the Criminal Justice System	Me Kathleen Roussel, Director of Public Prosecutions of Canada Mot d'ouverture : L'honorable Nicole Duval Hesler, Juge en chef de la Cour d'appel du Québec de 2011 à 2020 Modératrice : Me Marie-Ève Sylvestre, Doyenne de la faculté de droit civil, University d'Ottawa	139

Sections de droit	Date	Titre	Conférenciers	Nombre de participants
Actions collectives et Affaires - Comité Valeurs mobilières	1 octobre 2020	L'action collective en matière de valeurs mobilières :	Me Sébastien Caron, Ad. E, LCM Avocats Me Josée Cavalancia, Belleau Lapointe	29
Travail et de l'emploi	2 octobre 2020	L'ABC de l'arbitrage par visioconférence	Me Johanne Cavé, Johanne Cavé Arbitration	17
Administratif & Constitutionnel et droits de la personne	9 octobre 2020	L'urgence sanitaire et la justification des restrictions aux droits et libertés	Louis-Philippe Lampron, Professeur à l'Université Laval et Alana Klein, Professeure à l'Université McGill	41
ABC-Québec	15 octobre 2020	Découvrez comment booster l'efficacité de vos équipes avec une meilleure utilisation d'Office 365!	Atelier animé avec Microsoft Teams par notre partenaire: 365e.pro	55
ABC-Québec	20 octobre 2020	Démarquez-vous et offrez des services juridiques en ligne	Me Pascale Pageau, Ad. E., Delegatus Collectif d'avocats Me Alexandre Désy, OnRègle.com	37
Information, télécommunications et propriété intellectuelle	22 octobre 2020	La protection des renseignements personnels - Projet de loi 64	Me Antoine Guilmain Me François Joli-Cœur, Borden Ladner Gervais Me Michael Smith, Delegatus Professeur Pierre-Luc Deziel, Faculté de droit, Université Laval	56
ABC-Québec	27 octobre 2020	Mémoires de MAÎTRES	Me Paul M. Martel, Ad. E. Blake, Cassels & Graydon	17
Criminel	28 octobre 2020	Droit pénal des affaires : corruption, produits de la criminalité et risques associés	Me Denis Gallant, Ad. E., Roy Bélanger Avocats Me Fabienne Simon, Service des poursuites pénales du Canada Me Léon Moubayed, Davies Ward Phillips & Vineberg	46
Enfant et de la jeunesse	30 octobre 2020	Reproductive Technology and Adoption	Me Doreen Brown, Green Glazer Avocats	23
Faillite et insolvabilité	3 novembre 2020	Revue annuelle en matière de faillite et insolvabilité	Me Samuel Perron, Norton Rose Fulbright Canada Me Charles Lapointe, Langlois avocats	137
Santé	4 novembre 2020	Développements récents en responsabilité médicale	Me Lara Khoury, Faculté de droit, Université McGill	31

Sections de droit	Date	Titre	Conférenciers	Nombre de participants
Assurances et litiges civils	5 novembre 2020	L'interruption des affaires en temps de pandémie, l'interprétation des contrats d'assurance et litiges en cours, ici et à l'étranger	Me Jessica Gauthier, Stein Monast	52
Environnement, énergie et ressources naturelles	10 novembre 2020	Révision de la jurisprudence en droit de l'environnement de l'année 2019	Me Anne-Sophie Doré, Centre Québécois du droit de l'environnement Me Anne-Julie Asselin, Trudel Johnston & Lespérance et membre du conseil d'administration du Centre québécois du droit de l'environnement	29
Fiscal	13 novembre 2020	Employeurs et employés : Traitement fiscal des dépenses encourues pour faciliter ou permettre le télétravail	Me Philippe Hamelin, Barsalou, Lawson, Rheault Me Marc-Philippe Gagnon, Blake, Cassels & Graydon	137
Municipal	13 novembre 2020	Revue de la jurisprudence en aménagement et urbanisme	M. Louis-Benoit l'Italien Bruneau, Urbaniste, Paré + Associés Me Agnès Pignoly, Davies Ward Phillips & Vineberg	164
Affaires	16 novembre 2020	Avis juridiques en financement : perspective Québécoise	Me Michel Deschamps, McCarthy Tétrault Me Sterling H. Dietze, Stikeman Elliott Me Barbara Farina, Miller Thomson Me Antoine Leduc, Lapointe Rosenstein Marchand Melançon Me Keyvan Nassiry, Nassiry Avocats Me Dan Wolfensohn, Davies Ward Phillips & Vineberg	54
Testaments, successions et fiducies	17 novembre 2020	Décès et impôt américain : voulez-vous que « Oncle Sam » soit un bénéficiaire de votre succession	Mme Melissa LaVenía, B.A., J.D., Raymond Chabot Grant Thornton	63
Immigration et citoyenneté	18 novembre 2020	Comment préparer une demande d'Évaluation de l'Impact sur le Marché du Travail au Québec: Notions essentielles et pièges à éviter	Cheick Berthé, Agent principal de développement, Direction des programmes, Service Canada Véronique Jannard, Conseillère experte travailleurs étrangers temporaires   Direction des politiques d'immigration temporaire Modératrice : Me Angela Potvin, ServImm inc.	73

# ANNEXE 1

## ACTIVITES DE FORMATION

Sections de droit	Date	Titre	Conférenciers	Nombre de participants
Criminel et le Comité Égalité de l'ABC-Québec	19 novembre 2020	Dans la foulée de #MeToo: les enjeux juridiques des deux côtés de la médaille du droit criminel et du droit des victimes	Me Sophie Gagnon, Directrice de Juripop Me Michel Massicotte, Ad. E., Desrosiers Joncas Nouraie Massicotte Me Rachelle Pitre, Procureure en chef adjointe Directeur des poursuites criminelles et pénales de Montréal Me Nicholas St-Jacques, Le Groupe Nouraie	34
Actions collectives	19 novembre 2020	Le critère de l'article 575(1) C.p.c. : soufflerait-il un vent de changement?	Me Marie-Pier Gagnon Nadeau, Fasken Me Jean-Philippe Lincourt, Belleau Lapointe	27
International	23 novembre 2020	Faire affaire en Europe: Aspects juridiques clés	Me Bernard Colas, associé, CMKZ – Droit des affaires et du commerce international Me Laurent Moons, Associé Fiscalité, Deloitte Me Frédéric Benech, Cabinet Benech – Avocats en propriété intellectuelle (Paris) Modérateur : Me Simon V. Potter, Ad. E., Consultation Simon Potter Inc., Ancien président de l'ABC	15
ABC-Québec	24 novembre 2020	Mémoires de MAÎTRES : James A. Woods , Ad. E.	Me James A. Woods , Ad. E., Woods	40
Recherche et gestion du savoir	25 novembre 2020	La restitution des prestations: un régime juridique en mal d'application	Me Pascal Fréchette, Université de Sherbrooke	14
Jeunes Juristes	26 novembre 2020	La communication de la preuve électronique	Me Audrey-Bianca Chabauty	12
Immobilier	27 novembre 2020	Les enjeux de l'assurance-dépôts en copropriété	Me Mathieu Jobin, Directeur général, Associé, Devimco Immobilier Me Jeff Talbot, Avocat, Borden Ladner Gervais Me Marie-Andrée Thibault, Associée, Fasken Modérateur : Me Anthony Arquin, Associé, Davies	58
Information, télécommunications et propriété intellectuelle	30 novembre 2020	Comment évaluer la Propriété Intellectuelle	M. Patrice Dumais, Associé, Services-conseils financiers, CPA, CA, BDO M. Louis Carbonneau, Fondateur et CEO, Tangible IP	44

Sections de droit	Date	Titre	Conférenciers	Nombre de participants
Administratif & Constitutionnel et droits de la personne	1 décembre 2020	Aide médicale à mourir : perspectives et suites de l'affaire Gladu/Truchon	Me Jean-Francois Leroux, MedLégal Dr Georges L'Espérance, neurochirurgien à la retraite Modératrice: Me Raphaëlle Alimi-Lacroix, Langlois Avocats	16
Forum des femmes	2 décembre 2020	Pour une représentation adéquate des femmes victimes de violence conjugale	Me Louise Langevin, Université Laval Mme Cindy Lapointe, Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Montréal (CAVAC) Me Sylvie Schirm, Schirm & Tremblay Me Nadine Touma, Les Avocats Poupart, Touma et Associés	20
Construction	3 décembre 2020	La résiliation d'un contrat de services ou d'entreprise sous la loupe	Me Annie Bernard, Fasken Me Simon Grégoire, Borden Ladner Gervais	56
Famille	7 décembre 2020	Les enfants suivant l'arrêt Balev de la Cour suprême: Survol de l'application de la Loi sur l'enlèvement international au Québec	Me Maria Rita Battaglia	9
Prévention et règlement des différends	8 décembre 2020	Conférence Olivier Després   Revue annuelle 2020 en arbitrage civil et commercial	Me Olivier Després, Olivier Després, avocat	27
Enfant et de la jeunesse	9 décembre 2020	Guide pratique des adoptions au Québec: Modèles et règles de procédures, pièges à éviter et meilleures pratiques	Me Mabel Fraser	30
Testaments, successions et fiducies	10 décembre 2020	Du régime à une mesure de protection : modifications majeures de la protection des personnes vulnérables au Québec.	Me Michel Beauchamp, Beauchamp Gilbert Notaires	110

Sections de droit	Date	Titre	Conférenciers	Nombre de participants
Association canadienne des conseillers juridiques d'entreprises - Section Québec (ACCJE) et Gouvernance, conformité réglementaire et éthique	11 décembre 2020	Les enjeux du télétravail et du retour en milieu de travail	Stephane Eljarrat, Associé chez Osler, Leader de la pratique du droit pénal des affaires d'Osler Julianna Fox, Chef de la conformité WSP Soulef Hadjoudj, Directrice principale, Affaires juridiques et secrétariat de la Caisse de dépôt et placement Francois Ramsay, Avocat en chef chez Hydro Québec Martine Vanasse, Chef de la Conformité chez Investissements PSP	37
Recherche et gestion du savoir	19 janvier 2021	La force majeure : quelle définition pour faire face aux défis qui s'annoncent ?	Me Jérémie Torres-Ceyte, Université de Montréal	35
Municipal et Construction	21 janvier 2021	L'impact en droit municipal du projet de loi 66 / Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure.	Me Pier-Olivier Fradette, Lavery – Aménagement et occupation du territoire Me Adina-Christina Georgescu, Miller Thomson – Environnement Me Cassandre Louis, Ville de Montréal – Fiscalité et expropriation Animation : Me Martine Burelle, burELLE avocate	47
Administratif & Constitutionnel et droits de la personne et Travail et de l'emploi	28 janvier 2021	L'arrêt Vavilov et les normes du contrôle judiciaire : nouveau paradigme ou continuité ?	Panel 1 : Denis Nadeau, Ad. E., Université d'Ottawa Paul Daly, Titulaire de la Chaire de recherche de l'Université en droit administratif et gouvernance, Faculté de droit, Université d'Ottawa Marc Mancini, Université du Québec à Montréal Modérateur : Daniel Mockle  Panel 2 : Patrick Verret & Éliane Beaudry, Cabinet de Me André Fiset Sibel Ataogul, Melançon Marceau Grenier et Scortino Guillaume Cliche-Rivard, Cliche-Rivard, Avocats Modérateur : Marc Mancini	75
Information, télécommunications et propriété intellectuelle	3 février 2021	L'avenir de la radiodiffusion au Canada: au-delà de la taxe Netflix	Valérie Héroux, Vice-présidente, acquisition contenu et programmation chez Stingray Monique Simard, Membre du groupe d'experts sur l'avenir des communications au Canada, Présidente du Conseil d'administration du Fonds Québecor Peggy Tabet, Vice-présidente, Affaires publiques et réglementaires, Québecor Média inc. Pierre Trudel, Membre du groupe d'experts sur l'avenir des communications au Canada et professeur titulaire à l'Université de Montréal  Modérateur: Me François Joli-Cœur, BLG	48

Sections de droit	Date	Titre	Conférenciers	Nombre de participants
Enfant et de la jeunesse et CORIS	9 février 2021	The right to substantive equality under the law, what has changed since the supreme Court decision in Fraser?	Me Paul Champ, Champ & Associates	36
ABC-Québec	9 février 2021	Démystifier Microsoft 365 et maximiser l'efficacité de vos équipes!	Atelier animé avec Microsoft Teams par notre partenaire: 365e.pro	43
Municipal et Immobilier	11 février 2021	Pouvoirs municipaux en matière de vétusté, de démolition d'immeubles et de protection du patrimoine: où en sommes-nous?	Me Charles Breton-Demeule, Candidat au doctorat à l'Université Laval Me Simon Frenette, DHC Avocats	40
Administratif & Constitutionnel et droits de la personne	12 février 2021	Justification et contrôle de validité des décrets et arrêtés d'urgence sanitaire en droit administratif	Doyenne France Houle, Université de Montréal	71
Immigration et citoyenneté	15 février 2021	Session avancée - Tout ce que vous devez savoir pour procéder au dépôt en ligne d'une demande EIMT	Modératrice: Geneviève Hénault, Gomberg Dalfen S.E.N.C. Cheick Berthé, Agent principal de développement - Direction des Programmes, Service Canada Sonia Melo, Conseillère principale de programme, Opérations du Programme des travailleurs étrangers temporaires, Emploi et Développement Social Canada Guichet Emploi Québec - nom du participant à confirmer.	110
ABC-Québec	16 février 2021	Démystifier Microsoft 365 et maximiser l'efficacité de vos équipes!	Atelier animé avec Microsoft Teams par notre partenaire: 365e.pro	36

# ANNEXE 1

## ACTIVITES DE FORMATION

Sections de droit	Date	Titre	Conférenciers	Nombre de participants
Assurances et litiges civils	16 février 2021	La Justice virtuelle après une année de pandémie et l'impact des mesures sur l'accès à la justice	L'honorable Marie-Julie Croteau, juge coordonnatrice adjointe de la Chambre civile (Montréal), Cour du Québec L'honorable Céline Gervais, juge coordonnatrice adjointe de la Chambre civile (Montréal), Cour du Québec L'honorable Benoit Sabourin, juge coordonnateur adjoint de la Chambre civile (Laval-Laurentides-Lanaudière-Labelle), Cour du Québec Modératrice : Me Patricia Timmons, Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec	47
Prévention et règlement des différends	17 février 2021	Pleins feux sur le med-arb!	Me Marie-Claude Rigaud, Université de Montréal Me Serge Brault, Adjudex inc. Animatrice: Me Marie-Claude Martel, Arnault Thibault Cléroux	55
Information, télécommunications et propriété intellectuelle	18 février 2021	Revue de l'année 2020 en droit des marques de commerce	Mme Johanne Auger, associée, agent de marques de commerce, BCF	42
ABC-Québec	22 février 2021	Mémoires de MAÎTRES : Me Yves Fortier, c.r., Ad. E.	Me L. Yves Fortier, C.P.,C.C.,O.Q., c.r., Ad. E., LL.D.	33
Assurances et litiges civils	23 février 2021	La Justice virtuelle à la Cour supérieure du Québec après une année de pandémie et l'impact des mesures sur l'accès à la justice	L'honorable Chantal Tremblay, Cour supérieure du Québec L'honorable Martin F. Sheehan, Cour supérieure du Québec Modérateur : Me Louis Séveno, Woods	57
Famille	24 février 2021	L'ultime consentement au soin: état de la situation au Québec	Me Marie Christine Kirouack, Ad. E., PAMBA	18
Assurances et litiges civils	25 février 2021	Conférence Jean-Bélanger	Mes Jonathan Lacoste-Jobin et Bernard Larocque, Lavery	105
Testaments, successions et fiducies	8 mars 2021	Les droits et obligations des conjoints. Planification des conséquences du décès.	Me Natacha Calixte, Robinson Sheppard Shapiro	59

Sections de droit	Date	Titre	Conférenciers	Nombre de participants
Forum des femmes et le Comité Égalité de l'ABC-Québec	9 mars 2021	L'emblématique RBG : découvrez son héritage!	L'honorable Suzanne Côté, Cour suprême du Canada Professeure Louise Langevin, Faculté de droit, Université Laval Professeure Amanda L. Tyler, Berkeley School of Law Présentatrice : Me Patricia Gamliel, Dunton Rainville Modératrice : Me Audrey Boctor, IMK	68
Actions collectives	11 mars 2021	Les meilleures pratiques pour la distribution des reliquats	Me Mathieu Charest-Beaudry, Trudel Johnston & Lespérance	20
Assurances et litiges civils et Immobilier	17 mars 2021	Le tribunal administratif du logement : une transformation efficiente	Me Patrick Simard, Président et juge administratif en chef du Tribunal Me Marie-Josée Persico, Directrice des affaires juridiques au Tribunal administratif du logement	25
Municipal	18 mars 2021	Revue annuelle de la jurisprudence en droit municipal	Me Pascal Marchi et Me Alexandre Thériault-Marois	56
Étudiants et étudiantes et Jeunes juristes	22 mars 2021	La pratique en droit autochtone : discussion avec Me Brad Reghr, président de l'ABC / Aboriginal Law: A talk with Brad Reghr, President of the CBA	Me Brad Reghr, Président de l'ABC Modératrice : Professeure Doris Farget, Faculté de science politique et de droit, Université du Québec à Montréal	78
Construction	23 mars 2021	Conférence Jean Savard : Revue de la jurisprudence 2019 et 2020 en droit de la construction	Me Claudia Déry, Norton Rose Fulbright Canada	103
Environnement, énergie et ressources naturelles	25 mars 2021	Révision de la jurisprudence en droit de l'environnement de l'année 2020	Me Roger Bill, Langlois avocats Me Jean-Benoît Pouliot, Langlois avocats	42
Faillite et insolvabilité et Immobilier	26 mars 2021	Les relations locateur – locataire en temps de COVID-19 lors de procédures d'insolvabilité	Me Gabriel Faure, McCarthy Tétrault M. Martin Rosenthal, EY Me Alain Tardif, McCarthy Tétrault	64

Sections de droit	Date	Titre	Conférenciers	Nombre de participants
Criminel	29 mars 2021	Quatre parcours exceptionnels au féminin	L'honorable Louise Arbour, C.C., G.O.Q., avocate-conseil principale chez BLG, Haut-commissaire aux droits de l'homme aux Nations-Unies (2004-2008) et Juge à la Cour suprême du Canada (1999-2004) L'honorable Nicole Duval Hesler, Juge en chef de la Cour d'appel du Québec (2011-2020) L'honorable Élisabeth Corte, Juge en chef de la Cour du Québec (2009-2016) L'honorable Sophie Bourque, Juge à la Cour supérieure du Québec Animateur : Me Maxime Hébrard, Procureur aux poursuites criminelles et pénales	64
Administratif & Constitutionnel et droits de la personne	30 mars 2021	Revue de la jurisprudence de l'année 2020 en droit constitutionnel	Me Guillaume Charlebois, Davies Ward Phillips & Vineberg s.e.n.c.r.l. / s.r.l. Me Faiz Lalani, Davies Ward Phillips & Vineberg s.e.n.c.r.l. / s.r.l.	22
Fiscal	31 mars 2021	Fiscalité des entreprises en difficulté financière	Me Marie-Soleil Landry, McCarthy Tétrault	25
Information, télécommunications et propriété intellectuelle	14 avril 2021	Les impacts de l'émergence de l'hypertrucage (DeepFake)	Me Vincent Caron, Directeur des affaires juridiques, IngeniArts Technologies - Ugowork Me Vincent Bergeron, Robic	26
Administratif & Constitutionnel et droits de la personne	15 avril 2021	Revue de la jurisprudence en droit administratif 2020	L'honorable Alexander Pless et Me Michelle Kellam	50
Association canadienne des conseillers juridiques d'entreprises - Section Québec (ACCJE) et Affaires - Comité Bancaire et institutions financières	16 avril 2021	Les meilleures pratiques en lobbying	Me Lyne Duhaime, Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes Me Alexandre Fallon, Osler Me Élisabeth Roy, Premier Tech Ltée  Modératrice : Me Martine Vanasse, Chef de la Conformité chez Investissements PSP, membre du Conseil d'Administration de l'ABC-Québec et du Comité Exécutif de l'ACCJE-Québec.	24

Sections de droit	Date	Titre	Conférenciers	Nombre de participants
Fiscal	20 avril 2021	Nouveaux enjeux de la transparence – L'évolution de la situation au Canada depuis 2019 et au Québec depuis 2020	Me Paul Martel, Ad. E., Blakes	20
ABC-Québec	27 avril 2021	Rencontre virtuelle avec les candidats au Bâtonnat 2021-2023	Animée par Me Yves Faguy Candidats : Me Antoine Aylwin et Me Catherine Claveau	30
Testaments, successions et fiducies	28 avril 2021	Revue jurisprudentielle : testaments, successions et fiducies	Me Antonio Iacovelli, Miller Thomson Me Janet Michelin, IMK	55
International	29 avril 2021	Revue annuelle de la jurisprudence en droit international	Me Christopher Richter, Torys L'honorable Louis LeBel, Langlois avocats	23
International	3 mai 2021	Système commercial mondial : Développements récents et impact sur les entreprises	Professeure Gabrielle Marceau, Conseillère principale, Division de la recherche, OMC et Professeure associée, Université de Genève Me Bernard Colas, LL.D., Ad.E, avocat associé, CMKZ Modérateur : Me Richard Ouellet, Professeur titulaire, Faculté de droit, Université Laval	9
Information, télécommunications et propriété intellectuelle	4 mai 2021	La « blockchain » et les actifs intangibles : Entre opportunités et défis	Érika Bergeron-Drolet (MLS) Justin Freedin (Robic) Vanessa Henri (Fasken)	34
International	12 mai 2021	L'article 3164 C.c.Q. : encore beaucoup de buée sur le miroir	Me Sylvette Guillemard, lauréate de la Médaille Paul-André-Crépeau 2020, professeure à la Faculté de droit, Université Laval	15
Famille	13 mai 2021	Le patrimoine familial: 30 ans d'évolution jurisprudentielle	Me Marie Christine Kirouack, Ad. E., PAMBA	13

Sections de droit	Date	Titre	Conférenciers	Nombre de participants
Municipal	19 mai 2021	Décisions d'intérêt en appel d'offres public (tribunaux judiciaires et Autorité des marchés publics)	Me Pier-Olivier Fradette, Lavery	23
Construction	20 mai 2021	L'échelle des PRD : survol des divers modes de prévention et règlement des différends	Me Sophie Truesdell-Ménard	25
Affaires	21 mai 2021	Les décisions marquantes en litige commercial des deux dernières années	Me Hubert Sibre, Miller Thomson Me François Paradis, Osler	30
Faillite et insolvabilité	25 mai 2021	Enjeux concernant les paiements de créances ordinaires de types « pre-filing » en contexte d'insolvabilité	Me Alex Bayus, Fasken Me Noah Zucker, Norton Rose Fulbright Canada Jacob Dubé-Dupuis, Deloitte	56
Actions collectives et International	26 mai 2021	Ça va bien aller : regard québécois sur la « class action » européenne	Professeure Catherine Piché, Université de Montréal	18
Immigration et citoyenneté	26 mai 2021	Déontologie et éthique dans le contexte du droit de l'immigration	Me Jean-Michel Montbriand, Barreau du Québec Modérateur : Me Nicolas Simard-Lafontaine, Avocats Galileo Partners inc	49
Testaments, successions et fiducies	27 mai 2021	Les règles de base d'impôt pour les successions et la planification	Me Mark A. Potechin, DLA Piper	32
Jeunes Juristes	28 mai 2021	Approches innovatrices au « BUSINESS OF LAW »	Me John Godber, Borden Ladner Gervais Me Pascale Pageau, Ad. E., Delegatus Me David Skinner, Gimbal	37
Municipal	3 juin 2021	Revue de la jurisprudence en fiscalité municipale	Me Cassandre Louis, De Grandpré Chait Me Martine Burelle, BurELLE Avocate	41

Sections de droit	Date	Titre	Conférenciers	Nombre de participants
Travail et de l'emploi	15 juin 2021	L'impact de l'arrêt Matthews c. Ocean Nutrition Canada Ltd. au Québec	Me Maude Grenier, Norton Rose Fulbright Me Frédérick Desmarais, Norton Rose Fulbright	13
Prévention et règlement des différends	16 juin 2021	Naviguer la charge émotionnelle des conflits	Valérie Lanctôt-Bédard, Directrice générale de Spiralis	22
Construction	17 juin 2021	Le témoin expert à la Cour	L'honorable Alain Michaud, Cour supérieure du Québec Me Mario Welsh, BCF	67
Immobilier et Municipal	18 juin 2021	Le nouveau cadre réglementaire sur le logement social, abordable et familial à Montréal – Enjeux et perspectives	M. Cédric Constantin, Vice-président, Développement immobilier, Groupe MACH Me Jean-Daniel Lamy, Associé, De Grandpré Chait Me Agnès Pignoly, Avocate, Davies, Ward, Phillips & Vineberg	61

**ETATS FINANCIERS VERIFIES**  
**AU 31 AOUT 2021**

**ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN -**

**DIVISION DU QUÉBEC**

**ÉTATS FINANCIERS**

**31 AOÛT 2021**

*Projet aux fins de discussion*

**ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN -  
DIVISION DU QUÉBEC  
ÉTATS FINANCIERS  
31 AOÛT 2021**

**Sommaire**

	<b>Page</b>
Rapport des auditeurs indépendants	1 - 3
Résultats	4
Évolution des actifs nets	5
Situation financière	6
Flux de trésorerie	7
Notes complémentaires	8 - 14
Renseignements complémentaires	15

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux administrateurs de  
**ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC**

### *Opinion*

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'**ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC** (l'« association »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 août 2021, et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'association au 31 août 2021, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

### *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'association conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### *Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états*

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport des auditeurs sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### *Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'association ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'association.

### *Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers*

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'association;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'association à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vaudreuil-Dorion  
Le 9 décembre 2021

---

<sup>1</sup> Par Michel Poirier, CPA auditeur, CA

## ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC

## RÉSULTATS

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2021

Page 4

	Budget	2021	2020
<b>Produits</b>			
Cotisations des membres :			
- Nationales	243 522 \$	<b>382 946 \$</b>	381 237 \$
- Provinciales	86 789	<b>119 656</b>	123 371
Activités des sections de droit	100 000	<b>165 101</b>	168 838
Centre de diffusion Web	2 000	<b>4 780</b>	4 360
Dîner présidentiel	-	<b>29 025</b>	-
Événements	-	-	13 710
Recrutement et partenariats	19 750	<b>20 567</b>	20 555
Subventions gouvernementales	-	<b>101 100</b>	75 551
Ristournes	36 814	<b>58 087</b>	52 636
Produits nets de placements	3 200	<b>5 312</b>	9 476
Cotisations pour adhésion à une autre division	1 400	<b>1 733</b>	1 971
	493 475	<b>888 307</b>	851 705
<b>Charges</b> (annexe A)	665 448	<b>720 981</b>	747 828
<b>Excédent des produits sur les charges avant résultats du fonds de projets spéciaux</b>	(171 973)	<b>167 326</b>	103 877
<b>Projets spéciaux</b> (annexe B)	-	<b>(4 000)</b>	(8 750)
<b>Excédent des produits sur les charges</b>	(171 973) \$	<b>163 326 \$</b>	95 127 \$

## ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC

## ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2021

Page 5

	Projets spéciaux	Investis en immo- bilisations	Non affectés	2021 Total	2020 Total
<b>Solde au début</b>					
Déjà établi	43 705 \$	10 174 \$	1 078 265 \$	1 132 144 \$	1 037 017 \$
Redressement sur exercice antérieur (note 11)	(8 750)	(3 436)	12 186	-	-
Redressé	34 955	6 738	1 090 451	1 132 144	1 037 017
Excédent des produits sur les charges	(4 000)	(3 136)	170 462	163 326	95 127
Investissement en immobili- sations corporelles	-	1 331	(1 331)	-	-
<b>Solde à la fin</b>	<b>30 955 \$</b>	<b>4 933 \$</b>	<b>1 259 582 \$</b>	<b>1 295 470 \$</b>	<b>1 132 144 \$</b>

## ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC

## SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 AOÛT 2021

Page 6

	2021	2020
<b>Actif</b>		
Actif à court terme		
Encaisse	1 348 391 \$	1 194 075 \$
Débiteurs (note 4)	39 890	11 656
Charges payées d'avance	22 265	6 471
	1 410 546	1 212 202
Immobilisations corporelles (note 5)	4 933	6 738
	1 415 479 \$	1 218 940 \$
<b>Passif</b>		
Passif à court terme		
Créditeurs (note 6)	69 602 \$	36 160 \$
Produits reportés	2 260	3 225
Apports reportés	7 376	7 376
	79 238	46 761
Loyer à payer	771	10 035
Dette à long terme (note 8)	40 000	30 000
	120 009	86 796
<b>Actifs nets</b>		
Projets spéciaux	30 955	34 955
Investis en immobilisations	4 933	6 738
Non affectés	1 259 582	1 090 451
	1 295 470	1 132 144
	1 415 479 \$	1 218 940 \$

Pour le conseil d'administration,

\_\_\_\_\_, administrateur

\_\_\_\_\_, administrateur

## FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2021

Page 7

	2021	2020
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Excédent des produits sur les charges	163 326 \$	95 127 \$
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	3 136	3 436
Loyer à payer	(9 264)	(9 264)
	<b>157 198</b>	89 299
Variation nette des éléments hors trésorerie liés au fonctionnement	<b>(11 551)</b>	(21 890)
	<b>145 647</b>	67 409
<b>Activité d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	<b>(1 331)</b>	(2 102)
<b>Activité de financement</b>		
Emprunt à long terme	<b>10 000</b>	30 000
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>154 316</b>	95 307
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début</b>	<b>1 194 075</b>	1 098 768
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>	<b>1 348 391 \$</b>	1 194 075 \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

## 1. Statuts constitutifs et nature des activités

L'Association, constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, protège et promeut les intérêts de ses membres évoluant au sein de la profession juridique. Elle est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

## 2. Principales méthodes comptables

L'association applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

### Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

### Constatation des produits

#### Apports

L'association applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et comptabilisés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

#### Cotisations des membres

Les cotisations des membres sont constatées selon la méthode linéaire en fonction de la période couverte, lorsqu'il y a entente entre les parties, que le montant est déterminé ou déterminable et que le renouvellement est raisonnablement assuré. Le passif lié à la fraction des produits provenant des cotisations encaissées mais non encore gagnées est comptabilisé à l'état de la situation financière à titre de produits reportés.

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### Constataion des produits (suite)

Activités des sections de droit

Les activités des sections de droit et d'autres événements sont constatés à titre de produits lorsque l'activité a eu lieu, qu'il y a entente entre les parties, que le montant est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Centre de diffusion Web

Les produits du centre de diffusion Web sont constatés lors de l'inscription des participants, lorsque le montant est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

### Affectations d'origine interne

Projets spéciaux

Ces actifs nets sont destinés à la conception du nouveau site Internet ainsi qu'à d'autres projets spéciaux autorisés par le conseil d'administration.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon les méthodes et les taux et période indiqués ci-dessous :

	Méthodes	Taux et période
Mobilier de bureau	Linéaire et dégressif	20 % et 5 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans

### Dépréciation d'actifs à long terme

Lorsqu'une immobilisation corporelle ou un actif incorporel amortissable n'a plus aucun potentiel de service à long terme pour l'organisme, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle doit être comptabilisé en charges dans l'état des résultats.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'Association consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### Instruments financiers

#### *Évaluation initiale et ultérieure*

L'association évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations entre apparentés qui sont évaluées à la valeur comptable ou à la valeur d'échange selon le cas.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent des créditeurs, du loyer à payer et de la dette à long terme.

#### *Dépréciation*

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, l'association détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si l'association détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Une moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

#### *Coûts de transaction*

L'association comptabilise ses coûts de transaction dans les résultats de l'exercice où ils sont engagés dans le cas des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Les coûts de transaction relatifs à des instruments financiers évalués ultérieurement au coût après amortissement sont comptabilisés au coût initial de l'actif ou du passif financier et comptabilisés aux résultats sur la durée de l'instrument selon la méthode de l'amortissement linéaire.

## 3. Prévisions financières

Les chiffres présentés à l'état des résultats sous la colonne "Budget" sont fournis à titre d'information seulement. Ils n'ont pas fait l'objet d'un audit et ne sont pas couverts par le rapport de l'auditeur indépendant.

**4. Débiteurs**

	2021	2020
Clients	2 949 \$	3 433 \$
Contribution à recevoir	353	706
Provision pour créances douteuses	-	(2 830)
	<b>3 302</b>	<b>1 309</b>
Subvention salariale à recevoir	17 512	-
Subvention pour le loyer à recevoir	7 322	-
Taxes de vente à recevoir	11 754	10 347
	<b>39 890 \$</b>	<b>11 656 \$</b>

**5. Immobilisations corporelles**

	2021		2020	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Mobilier de bureau	68 340 \$	66 671 \$	1 669 \$	2 113 \$
Matériel informatique	137 138	133 874	3 264	4 625
	<b>205 478 \$</b>	<b>200 545 \$</b>	<b>4 933 \$</b>	<b>6 738 \$</b>

La charge d'amortissement est de 3 138 \$ (3 436 \$ en 2020).

**6. Créditeurs**

	2021	2020
Comptes fournisseurs	34 858 \$	17 277 \$
Salaires à payer	34 744	18 883
	<b>69 602 \$</b>	<b>36 160 \$</b>

**7. Apports reportés**

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Solde au début	7 376 \$	11 376 \$
Encaissements de l'exercice	<b>42 400</b>	22 455
Montants constatés à titre de produits de l'exercice	<b>(42 400)</b>	(26 455)
	<b>7 376 \$</b>	7 376 \$

Les apports reportés proviennent d'une contribution à l'épanouissement de la jeunesse québécoise pour un montant de 4 000 \$ (4 000 \$ en 2020), d'un projet de mandat de révision pour un montant de 2 626 \$ (2 626 \$ en 2020) et d'un projet d'activité avec l'ACCJE pour 750 \$ (750 \$ en 2020).

**8. Dette à long terme**

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, sans intérêt, remboursable à l'échéance en décembre 2022	<b>40 000 \$</b>	30 000 \$

Les versements en capital estimatifs à effectuer au cours des deux prochains exercices sont les suivants :

2022	-	\$
2023	40 000	
	<b>40 000 \$</b>	

## 9. Engagements contractuels

Les engagements pris par l'association en vertu de baux totalisent 366 886 \$ et le versements estimatifs à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants :

2022	75 677 \$
2023	54 790
2024	54 790
2025	42 736
2026	42 736
Autres	96 157
	<hr/>
	366 886 \$

Le contrat de location des locaux comporte deux options de renouvellement pour une période additionnelle de trois ans chacune dont l'association pourra se prévaloir en donnant un préavis de six mois.

## 10. Instruments financiers

### Risques financiers

Les risques importants découlant d'instruments financiers auxquels l'association est exposée au 31 août 2021 sont détaillés ci-après.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'association éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'association est exposée à ce risque principalement à l'égard de ses créiteurs et de sa dette à long terme.

### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'association à subir une perte financière. Le risque de crédit pour l'association est principalement lié aux débiteurs.

L'association consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances, lesquelles, une fois matérialisées, respectent les prévisions de la direction. L'association n'exige généralement pas de caution.

## 11. Correction d'erreur

L'excédent (insuffisance) des produits et des charges relatif aux projets spéciaux et aux investissements en immobilisations n'ont pas été constatés dans l'état de l'évolution des actifs nets pour l'exercice clos le 31 août 2020. Ainsi, un montant de (8 750)\$ pour les projets spéciaux ainsi qu'un montant de (3 436) \$ pour l'investissement en immobilisations ont été reclassés de l'actif net non affecté afin d'attribuer correctement l'excédent (insuffisance) des produits et des charges de l'exercice clos le 31 août 2020. Cette correction n'a eu aucun impact sur l'excédent (insuffisance) des produits et des charges, le total de l'actif net, l'actif ou le passif de l'association au 31 août 2020.

## 12. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 2020 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2021.

Projet aux fins de discussion

## ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC

## RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2021

Page 15

	Budget	2021	2020
<b>Annexe A - Charges</b>			
Administration générale	630 908 \$	<b>682 560 \$</b>	628 601 \$
Communications et promotion	12 300	<b>12 472</b>	2 099
Activités des sections de droit	8 640	<b>4 495</b>	66 361
Centre de diffusion Web	-	-	6 515
Dîner présidentiel	-	<b>15 821</b>	-
Événements	-	-	11 528
Affaires corporatives	9 000	<b>3 572</b>	11 859
Recrutement et partenariats	4 600	<b>2 061</b>	20 865
	665 448 \$	<b>720 981 \$</b>	747 828 \$

**Annexe B - Projets spéciaux**

Charges	\$	<b>4 000 \$</b>	8 750 \$
---------	----	-----------------	----------

Projet aux fins de discussion

**ABC-QUÉBEC**

**2020-2021**



**507 Place d'Armes, bureau 1704  
Montréal, Québec, H2Y 2W8  
Téléphone: 514-393-9600  
Courriel: [info@abcqc.qc.ca](mailto:info@abcqc.qc.ca)**



**L'ASSOCIATION DU  
BARREAU CANADIEN**  
Division du Québec